



Département de la Loire
Arrondissement de Montbrison

Arrêté n°A22121202

➤ ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION POUR L'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE

Le Maire de Chambles,

- Vu les articles L2212-1 et L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu les articles L3321-1 et L3355-8 du code de la santé publique
- Vu l'arrêté préfectoral n°DS-2020-508 portant règlementant la police des débits de boissons dans le Département de la Loire,
- Considérant la demande de Madame Dominique THOMAS, Mandataire de la coopérative scolaire OCCE, 29 rue des Bruyères à SAINT-ETIENNE.

Arrête

Article premier

- Madame Dominique THOMAS, mandataire de la coopérative scolaire OCCE de Saint-Etienne est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le :

- **Samedi 17 décembre 2022**
- **De 09 heures à 18 heures, à l'occasion du marché de Noël**
- **Place de la Mairie**

Article 2

A cette occasion, il ne pourra être servi que des boissons du groupe 1 et 3 à savoir,

- -boissons du premier groupe : les boissons sans alcool ou les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un débit de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1, 2 degré d'alcool.
- -boissons du troisième groupe : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1.2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

Article 3

Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs.

Article 4

Cette autorisation est limitée à 5 par an.

Article 5

Le Maire de la commune de Chambles et la brigade de gendarmerie compétente est chargée de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

Article 6

Délais et voies de recours : conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative, dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour de son affichage en mairie et de son envoi en préfecture.

Fait à CHAMBLES
Le 12 décembre 2022

Le Maire
Pierre GIRAUD

